

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de salles pour les candidats et/ou les partis politiques dans le cadre de la campagne pour les élections présidentielles et législatives de 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, soucieuse de soutenir l'expression démocratique et multipartite à l'occasion de la campagne des élections présidentielles et législatives de 2017, propose de mettre à disposition, dans le cadre de la campagne, des salles aux candidats et/ ou aux partis politiques en faisant la demande.

L'article L 2144-3 du CGCT prévoit que « *des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations, syndicats ou partis politiques qui en font la demande. Le Maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le Conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation.* »

En matière de mise à disposition du domaine public, le CG3P prévoit que le principe est que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance (article L 2125-1), sauf dans le cas de mises à disposition consenties à des associations à but non lucratif. Cette disposition ne peut s'appliquer aux partis politiques, au financement desquelles les personnes morales ne peuvent contribuer, en fixant notamment des tarifs inférieurs à ceux habituellement pratiqués.

A la différence de l'organisation des primaires, pour lesquelles un tarif spécial (incluant notamment le coût des heures supplémentaires réalisées par les agents de la Ville ainsi que la livraison du matériel nécessaire) avait dû être fixé par délibération n° 2016/258, la mise à disposition de salles pour la réunion des partis politiques ou des candidats dans le cadre de ces deux scrutins peut se baser sur les tarifs habituellement pratiqués par la Ville.

Les tarifs qui seront donc appliqués dans le cadre des réunions de campagne de l'ensemble des candidats et des partis politiques sont ceux décrits dans la délibération n°2016/500 concernant la mise à disposition de salles communales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de la mise à disposition de salles dans le cadre des élections présidentielles et législatives de 2017,
- de dire que cette mise à disposition se fera conformément à la délibération n°2016/500 fixant pour l'année 2017 les tarifs communaux et notamment ceux relatifs à la mise à disposition des salles communales.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 24 Février 2017